

Article 31 du Règlement

Ils n'acceptent pas que l'homme puisse exploiter ses ressources.

En attendant que ces «verts» comprennent que nous pouvons gérer de façon sensée nos ressources en poissons et en fourrures ainsi que nos forêts, ils n'ont pas le droit de nous dicter des solutions. Le Canada s'est construit grâce à ces ressources, et nombreux sont ceux qui dépendent encore de leur exploitation.

Nous, les citoyens des régions du Canada, nous avons le droit de vivre de la terre et de l'exploiter comme nous le faisons depuis des siècles.

Ces annonces sont une honte.

* * *

LA SEMAINE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Mme Christine Stewart (Northumberland): Monsieur le Président, en cette semaine internationale de la femme, j'aimerais aborder certaines questions du tiers monde.

Les femmes représentent la moitié de la population du globe, mais elles font les deux tiers du travail et c'est à elles qu'on doit la moitié de la production alimentaire mondiale. En Afrique et en Asie, elles assurent respectivement 80 et 60 p. 100 de la production alimentaire.

Dans le monde entier, ce sont elles qui élèvent les enfants et pourtant, dans le tiers monde, ce sont les laissées-pour-compte en matière de ressources, d'alimentation, d'enseignement et de santé. Comment peuvent-elles s'occuper correctement de leur multitude d'enfants alors qu'elles-mêmes ne disposent pas du minimum vital?

Il faut que les femmes participent à part entière aux décisions. Si les pays du tiers monde et les pays donateurs ne prennent pas pleinement conscience de la façon dont les systèmes actuels excluent les femmes, perpétuent le cycle de la pauvreté et contribuent à la dégradation de l'environnement, le globe tout entier sera de plus en plus menacé.

Il faut briser ce cycle. Il faut s'attaquer aux problèmes des femmes du tiers monde en mettant l'accent . . .

Le président suppléant (M. Paproski): Le député de Beaches—Woodbine a la parole.

* * *

LE PROGRAMME DE CONTESTATION JUDICIAIRE

M. Neil Young (Beaches—Woodbine): Monsieur le Président, l'ancienne juge de la Cour suprême, M^{me} Bertha Wilson, a écrit à la ministre de la Justice pour lui faire

part de sa consternation devant l'annulation du Programme de contestation judiciaire. M^{me} Wilson disait ceci notamment:

J'ai déclaré publiquement à maintes reprises qu'il était illusoire d'accorder des droits aux citoyens si on ne leur donne pas le moyen de les faire respecter. J'ai moi-même constaté, lorsque je siégeais à la Cour suprême, la valeur inestimable de ce programme pour les groupes minoritaires et les défavorisés. Ce programme a été administré efficacement et a permis à certains d'apporter une excellente contribution lors de la présentation de causes types. Je suis convaincue que mes anciens collègues de la Cour, si on leur demandait, se diraient d'accord avec moi. S'il est encore possible que la décision du gouvernement sur le Programme de contestation judiciaire soit renversée, je me joins à tous ceux et celles, très nombreux j'en suis convaincue, qui désapprouvent l'annulation de ce programme très créatif et très utile.

* * *

LES PERSONNES ÂGÉES

Mme Louise Feltham (Wild Rose): Monsieur le Président, nos personnes âgées sont des personnes spéciales qui méritent tout ce que nous pouvons leur donner de mieux.

Jusqu'en 1986, le gouvernement de l'Alberta mettait des logements à la disposition des personnes âgées qui le voulaient. Il n'y avait ni discrimination ni évaluation des moyens financiers, tout le monde était sur le même pied.

Mais la situation a changé. Les personnes âgées doivent maintenant faire évaluer leurs moyens financiers lorsqu'elles demandent un logement neuf ou rénové. N'est-ce pas là un manque de vision? Où les personnes âgées à revenu moyen iront-elles habiter dans les régions rurales? Les frais médicaux augmenteront-ils pour ceux à qui on refuse un logement? Les foyers seront-ils remplacés par autre chose?

Dans les régions rurales, les logements pour personnes âgées sont essentiels. Les moyens financiers ne devraient pas entrer en ligne de compte, et personne ne devrait se voir refuser un logement. Nous devons reconnaître la grande contribution que les personnes âgées ont apportée à la croissance du Canada.

* * *

LES NORMES D'ÉMISSION DES AUTOMOBILES

L'hon. Ralph Ferguson (Lambton—Middlesex): Monsieur le Président, le 20 février, le ministre des Transports a annoncé que la nouvelle norme canadienne pour les émissions des voitures serait la plus rigoureuse du monde. Ce n'est que de la frime. Les normes n'ont de valeur que par les tests et, dans le cas présent, le gouvernement utilise, pour tester ces émissions, de l'essence qu'on ne trouve pas au Canada.